

# A la fois mères et citoyennes actives ?

## Femmes et politique en France, en Allemagne et au Maroc

Sophie Besancenot, Hana Faouzi et Eckehard Reußner\*

» A première vue, la France et l'Allemagne d'un côté et le Maroc de l'autre ont intégré les femmes dans la vie politique de manière très variable. Globalement, on pourrait dire que les femmes françaises et allemandes sont mieux loties, car plus visibles dans la vie politique. Cette analyse, rédigée dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir franco-allemand » organisé par le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Institut français des relations internationales (Ifri), la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP) et la Fondation Robert Bosch, compare la situation des femmes élues, en particulier dans les Assemblées de chacun de ces trois pays.

Selon l'Union interparlementaire internationale, l'Allemagne est classée à la 24<sup>e</sup> position pour le nombre de femmes élues dans les Assemblées, la France se situe à la 37<sup>e</sup> position et le Maroc à la 81<sup>e</sup>

position. En 1997, alors que quatre femmes accédaient au poste de secrétaires d'Etat au Maroc, la politologue marocaine Houria Alami-M'chichi écrivait encore à propos de son pays que « *ce sont*

### Eine langsame Entwicklung

Gesetzesänderungen führen nur langsam zu einer Verbesserung der Situation der Frauen in Frankreich, Deutschland und Marokko.

Während die französischen Frauen Privat- und Berufsleben gut miteinander vereinbaren, scheint dies jedoch nicht auszureichen, um ihnen den Zugang zur politischen Bühne zu garantieren. Politik wird nicht als Berufsfeld wie jedes andere angesehen: Politiker zu sein ist ein Beruf für „Notablen“ und die ungleich verteilte Hausarbeit ist zum Nachteil der Frauen.

In Deutschland ist der Zugang zu politischen Posten einfacher, dies betrifft jedoch nicht alle Positionen und ist das Ergebnis eines persönlichen Kompromisses, den die Frauen mit sich selbst schließen. Die politische Kultur scheint nicht zugunsten ihres politischen Aufstiegs zu wirken.

In Marokko schließlich wurden beachtliche Fortschritte in der Gesetzgebung gemacht, die jedoch noch nicht zu wirklichen Erfolgen führten. Die Gesellschaft und ihre Traditionen bieten Frauen nicht genug Möglichkeiten zur beruflichen Entfaltung, da häufig ausschließlich sie für die Erziehung der Kinder zuständig sind, was sie in ihrer Eingliederung in die Welt der Politik bremst. Sitten, Bräuche und Traditionen spielen eine wichtige Rolle innerhalb dieser Entwicklung.

Trotz aller Probleme, die heute noch bestehen, gab es doch in allen drei Ländern innerhalb von nur einer oder zwei Generationen beachtenswerte Fortschritte für Frauen. Auch wenn der Weg nicht einfach ist, können Änderungen manchmal ganz schnell stattfinden – ein Grund optimistisch zu bleiben.

Red.

\* Sophie Besancenot est doctorante à l'Institut Universitaire Européen de Florence ; Hana Faouzi est conseillère sociale et étudiante à l'Institut National de l'Action Sociale à Tanger ; Eckehard Reußner est chef du bureau d'un député allemand au Parlement européen. Le texte n'engage que ses auteurs.

*les hommes qui ont défini l'espace politique et tracé la ligne de partage pour la détermination du pouvoir en démocratie, cloîtrant les femmes au non-pouvoir, conformément à la répartition classique des rôles ».*

### Comparaisons

Le taux de natalité général en Allemagne se situe à 1,4 enfant pour 1 000 femmes, contre 2,1 en France et 2,19 au Maroc. Plus intéressant encore, les députées allemandes ont en moyenne 1,2 enfant alors que la moyenne pour les hommes au *Bundestag* est de 1,6.

Mais comment expliquer que dans une France qui consacre tant de deniers publics à la garde des enfants, les partis politiques préfèrent payer des amendes plutôt que de soutenir des candidatures féminines aux élections ? Certes, en Allemagne, la chancelière est une femme. Mais peut-on parler d'un modèle allemand, quand les députées allemandes doivent faire le choix de ne pas avoir d'enfant pour pouvoir s'investir dans leur carrière politique ?

### Marianne, le foyer et la politique

En 1791, Olympe de Gouges proclama la Déclaration universelle des droits de la femme et de la citoyenne. L'article X déclare que « *la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune* ». Pourtant, la Révolution n'accorda pas aux femmes le statut de citoyennes et celles-ci n'obtinrent le droit de vote qu'en 1944. La France a pour symbole une femme, Marianne, dont le buste trône dans toutes les mairies. Pourtant, le portrait du président qui siège dans ces mêmes mairies n'a jamais, depuis la fondation de la République française, pris les traits d'une femme. Les lois sur la parité semblent surtout avoir réussi à mettre au jour la difficulté de changer une culture politique conservatrice. Au niveau local, si les femmes sont nombreuses comme conseillères régionales, très peu accèdent aux postes de président de région. De même, actuellement, seuls 13,6 % des maires sont des femmes. Malgré le relatif progrès sur le plan des candidatures aux élections, les postes représen-

tatifs continuent à être réservés en grande partie aux hommes. De plus, dans une France dont le taux de natalité est pourtant élevé, la maternité dans les hautes fonctions demeure un tabou. Enfin, même s'il existe une politique familiale volontariste en France, les femmes assument encore souvent la plus grande part des tâches ménagères.

### Progrès et stagnation en Allemagne

En Allemagne, où le poste le plus important du gouvernement est occupé par une femme, la chancelière Angela Merkel, beaucoup semble déjà acquis pour la promotion de la femme. Néanmoins, la situation doit être nuancée, avec certains progrès indéniables mais aussi une réelle stagnation.

Les progrès sont notamment visibles au sein des parlements : la proportion des femmes au *Bundestag* s'est accrue de manière continue entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990. Depuis, elle stagne un peu au-dessus des 30 %. La situation dans les 16 parlements régionaux (*Landtage*) est plus ou moins similaire. La proportion des femmes est plus basse (25 %) au niveau communal, où la plupart des mandataires exercent leurs fonctions à titre bénévole.

Cependant, et malgré la présence d'Angela Merkel, l'exécutif allemand reste très masculin : 5 des 15 des ministres du cabinet Merkel sont des femmes, mais les postes clés (Finances, Economie, Affaires étrangères, Intérieur, Défense) sont tenus par des hommes. La femme la plus puissante après Angela Merkel est la ministre du Travail et des Affaires sociales, Ursula von der Leyen, susceptible d'hériter du poste de chancelier. Au niveau des 16 *Länder*, on trouve quatre ministres-présidents féminins. Pour l'exécutif également, c'est le niveau communal qui présente les plus mauvais chiffres : en 2008, les maires des grandes villes allemandes étaient à 18 % féminins, tandis que seules 4 % des petites villes (entre 5 000 et 20 000 habitants) étaient administrées par une femme.

La proportion très basse des femmes dans la politique communale peut être interprétée comme un indicateur du handicap féminin structurel résultant de la double charge vie de travail/vie familiale, voire de la « triple charge » quand il s'agit de politique à titre bénévole. Un regard sur les statis-

### Marianne, die Familie und die Politik

Im Jahr 1791 verfasste Olympe de Gouges die „Erklärung der Rechte der Frau und Bürgerin“. Im darin enthaltenen Artikel X wird verkündet, dass *„die Frau das Recht hat, das Schafott zu besteigen. Gleichermaßen muss ihr das Recht zugestanden werden, eine Rednertribüne zu besteigen“*. Dennoch erlangten die Frauen durch die Revolution den Status vollwertiger Bürger(innen), aber das Wahlrecht wurde ihnen erst 1944 gewährt. Als Nationalfigur wählte Frankreich mit der *Marianne* eine Frau, deren Büste in allen Rathäusern thront. Das Porträt des Staatspräsidenten, das in denselben Rathäusern hängt,

hat jedoch seit der Gründung der Republik keine weiblichen Züge angenommen. Zweifellos wurden in Frankreich wesentliche Fortschritte im Bereich der Frauenrechte, und insbesondere bezüglich der politischen Partizipation der Frauen erreicht. Das französische Modell wird häufig von den Deutschen gelobt, immerhin ist die Beschäftigungsquote der Frauen in Frankreich mit mehr als 80 % sehr hoch. Dies lässt sich zum Teil dadurch erklären, dass ein öffentliches System aus Kinderhorten und -gärten besteht und Kindergeld einen finanziellen Anreiz bietet. Im



politischen Leben nehmen die Frauen eine wichtige Rolle ein, was auch daraus ersichtlich wird, dass die aktuelle Regierung uneingeschränkt paritätisch besetzt ist. Mehrere Gesetze, vor allem das Paritätsgesetz von 2000, haben es den Frauen ermöglicht, Posten zu besetzen, die vorher fast unerreichbar waren. Der Anteil der Frauen in der Nationalversammlung ist von 18,7 % im Jahr 2007 auf 26,9 % 2012 angestiegen. 1945 nahmen Frauen nur 5,6 % der Sitze des Plenarsaals ein. Im internationalen Vergleich ist das Abschneiden Frankreichs jedoch nur mittelmässig (weltweit an 38. Stelle, direkt nach Afghanistan). Die Gesetze zur Parität scheinen vor allem die Schwierigkeit ans Licht gebracht zu haben, die

stark konservativ geprägte politische Kultur zu ändern. Zwar gibt es auf lokaler Ebene viele Regionalrätinnen, doch nur wenige Frauen steigen zur Präsidentin des Regionalrats auf. Derzeit sind nur 13,6 % der Bürgermeister weiblich.

Während die kleineren politischen Parteien wie etwa die Kommunistische Partei und der *Front National* die Vorgaben zur Parität mehrheitlich eingehalten haben, riskieren es die großen Parteien lieber, dass Teile ihrer finanziellen Zuwendungen einbehalten werden. So soll die neogaullistische UMP für die letzte Legislaturperiode eine Strafe in Höhe von 20 Millionen

Euro und die PS 2,5 Millionen Euro für die Missachtung der Regeln während der letzten Wahlen gezahlt haben. Während hinsichtlich der Kandidaturen ein gewisser Erfolg auszumachen ist, bleiben die repräsentativen Posten größtenteils für Männer reserviert.

Hinzu kommt, dass die Mutterschaft in hohen Führungsebenen in Frankreich, trotz der hohen Geburtenrate, ein Tabu bleibt. Es liegen nur wenige statistische Daten über die weiblichen Abgeordneten vor und wir wissen nicht, ob sie weniger Kinder haben als Frauen, die in anderen Bereichen arbeiten. Ségolène Royal und Rachida Dati

waren während ihres Mandats schwanger; mehrere aktuelle Ministerinnen (der Grünen und der Sozialisten) sind Mütter. Während die Deutschen von der schnellen Rückkehr dieser Mütter an den Arbeitsplatz beeindruckt sind, zeigen sich die französischen Medien weniger versöhnlich. Systematisch fragt die Presse nach der Vereinbarkeit von Familie und Arbeit, während sich Minister, die manchmal auch junge Väter sind, dieser Frage nicht stellen müssen. Auch wenn in Frankreich eine zielgerichtete Familienpolitik besteht, sind es weiterhin die Frauen, die den Großteil der anfallenden Hausarbeit schultern. Ihre aktive Teilnahme am politischen Leben ist zu Teilen durch diese Ungleichheit beschnitten.

tiques familiales des députés au *Bundestag* confirme que l'engagement politique des femmes est plus souvent victime de la double charge (mandat et famille) que celui des hommes. Les députées ont nettement moins d'enfants que leurs collègues masculins. Un chiffre est particulièrement frappant : au *Bundestag*, très peu de femmes ont plus de deux enfants (la ministre Ursula von der Leyen avec ses sept enfants confirme son statut d'exception), tandis qu'un nombre non négligeable de députés masculins ont trois enfants ou plus. Malgré tout, le débat politique allemand, en matière de politique de la femme et familiale, s'est largement modernisé dans la dernière décennie. La mise en place de quotas au sein de plusieurs partis politiques (notamment dans les partis de gauche) a aidé à renforcer une tendance générale au sein de la société allemande à aller vers une plus grande égalité des sexes.

Sur le plan politico-culturel, des femmes occupant des positions importantes au sein du parti conservateur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) ont transgressé le credo allemand traditionnel des « trois K » (*Kind, Küche, Kirche* – enfant, cuisine, église), d'ailleurs surtout porté par leur propre parti. Les réformes actuelles, comme le renforcement massif des structures d'accueil (création de places de crèche) qui sera complété à partir de 2013 par un droit des parents à obtenir une place pour leurs enfants, laissent espérer que le retard par rapport à des pays comme la France ou la Suède sera comblé. Elles témoignent d'un changement en profondeur de la CDU et de la société allemande.

Mais des résistances subsistent malgré ces progrès. Afin de donner des gages au courant conservateur de la CDU (et notamment l'Union chrétienne-sociale CSU, son parti frère en Bavière, région rurale et catholique), le gouvernement a introduit une allocation familiale supplémentaire pour tous ceux qui gardent leur enfant à la maison (allocation surnommée *Herdprämie*, « prime au fourneau », parce qu'elle constituerait une incitation financière pour que les femmes ne reprennent pas le travail). Dans le même temps, la création de places de crèche risque de prendre du retard dans tout le pays. De plus, des résistances profondément ancrées dans la « culture politique »

allemande sont difficiles à lever. Pourquoi, une fois élue, une députée a-t-elle plus de difficultés que son homologue masculin à franchir le seuil suivant pour devenir membre de l'exécutif (local,



régional ou fédéral) ? Le fait qu'il y ait une proportion plus faible de femmes aux différents niveaux de gouvernement ne sera pas aboli simplement par des mesures politiques, mais avant tout par un changement culturel dans toutes les sphères de la société.

### Accélération et blocages au Maroc

Le Maroc, qui a entamé sa transition démographique dans les années 1980, a une forte proportion de jeunes femmes dans sa population. La présence des femmes dans l'espace public du pays a cessé, depuis longtemps, d'être marginale. Grâce à un mouvement de femmes très actives, elles ont désormais accès au travail salarié, à l'enseigne-

ment, et sont des actrices majeures du secteur associatif. En 1963, la femme marocaine obtenait le droit de voter et de poser sa candidature pour les élections libres sur un pied d'égalité avec l'homme marocain. Cependant, ces droits n'ont pas été concrétisés jusqu'en 2003, lorsque la première femme a été élue dans l'une des Chambres du Parlement. L'intégration des femmes dans la sphère politique a été remarquable dans la décennie 1990, avec la nomination de femmes à des postes de secrétaire d'Etat et de ministre.

En 2002, le Maroc a connu des évolutions à la suite du plaidoyer mené par des mouvements féministes, entre autres le Mouvement pour le tiers, en adoptant un quota de 30 sièges pour les femmes au sein du Parlement. En 2009, pour les élections communales, le gouvernement a adopté sur une proposition du roi les listes dites supplémentaires, permettant d'atteindre un taux de représentativité locale de femmes conseillères communales qui dépasse les 12 %.

Cependant, malgré l'évolution qu'a connue le Maroc en matière d'égalité homme-femme ainsi que l'existence de textes de loi reconnaissant à la femme des droits politiques, les chiffres montrent une faible présence, voire une quasi-absence des femmes sur la scène politique. On peut observer un recul de leur représentativité dans les lieux de prise de décisions. Un seul ministre du gouvernement est une femme et elles ne sont que 15 % de femmes à avoir été élues aux dernières élections législatives de novembre 2011 (contre 10,8 % dans la Chambre précédente).

Cette situation s'explique par des facteurs économiques, culturels et sociaux, notamment par les valeurs patriarcales et les schémas culturels enracinés dans la société. En cause également l'inégal accès aux ressources entre les deux sexes ainsi que l'ostracisme exercé au sein des partis politiques à l'égard des femmes militantes, ce qui empêche ces dernières de concilier espace privé (foyer, enfants) et espace public (militantisme, travail).

Faute de garderies pour enfants, les femmes se trouvent ainsi obligées d'abandonner leurs activités, notamment au sein des partis politiques, où elles sont censées participer à des activités ou à des réunions qui se terminent tard. Dans la plupart des cas, ne bénéficiant pas de l'aide du con-

### **Marokko: Erfolge und Blockaden**

Marokko, dessen demographischer Wandel in den 1980er-Jahren begann, verzeichnet einen hohen Bevölkerungsanteil an jungen Frauen. Die Präsenz von Frauen im öffentlichen Raum ist dort schon seit langer Zeit keine Randerscheinung mehr. Dank einer sehr aktiven Frauenbewegung haben sie nun Zugang zu Bildung und auf den Arbeitsmarkt und sie sind zudem die Hauptakteure in gemeinnützigen Vereinen. Schon 1963 erhielten marokkanische Frauen das Wahlrecht und durften auf Augenhöhe mit Männern bei freien Wahlen kandidieren. Diese Rechte wurden haben sich jedoch erst 2003 in der Realität niedergeschlagen, als die erste Frau in eine der Parlamentskammern gewählt wurde. Der Einzug von Frauen in die politische Sphäre war insbesondere in den 1990er-Jahren bemerkenswert, als Frauen für Staatssekretär- und Ministerposten nominiert wurden.

Beim aktuellen Stand der Gleichstellung in Marokko ist die Vereinbarkeit von Berufstätigkeit und familiärer Verantwortung eines der zentralen Probleme, das den Zugang von Frauen in die Politik begrenzt und sie daran hindert, sich in der öffentlichen Sphäre zu engagieren. Diese Realität ist hauptsächlich das Ergebnis der durch die Gesellschaft geprägten Rollenverteilung, die sich negativ auf die Situation der Frauen, insbesondere derer, die im politischen Bereich arbeiten oder arbeiten möchten, auswirkt.

joint, la mère de famille doit renoncer à assister à ces rencontres pour pouvoir assurer la garde des enfants. C'est une des raisons à la domination du sexe masculin dans les partis politiques, et donc au Parlement et au sein du gouvernement.

A ce stade de l'évolution des rapports de genres au Maroc, la conciliation entre exercice de la profession et responsabilité familiale demeure un problème majeur qui freine l'accès des femmes au champ politique et empêche leur investissement dans la sphère publique. Une telle situation est due principalement à la répartition des rôles organisée par la société, qui a un impact négatif sur les

femmes, notamment celles travaillant ou souhaitant travailler dans l'espace politique. Ce constat rend nécessaire une intervention de sensibilisation à grande échelle, afin d'expliquer au public les avantages que la société peut tirer de la participation politique des femmes. Il faudrait également renforcer leur formation et leurs capacités de *leadership* avant même une entrée en politique, pour accroître leur confiance en elles-mêmes mais aussi pour les aider à connaître les règles et les lois régissant le fonctionnement du monde politique.

### Une évolution de mentalités s'impose

Dans les trois pays, des blocages culturels importants subsistent et les lois peinent à faire progresser la situation des femmes. Si les femmes françaises concilient relativement bien vie privée et vie professionnelle, il semble que cela ne suffise pas à garantir leur plein accès au monde politique. La politique n'est pas vue comme un métier comme les autres : c'est un métier de « notable » et l'inégale répartition des tâches ménagères joue en leur défaveur. En Allemagne, l'accès aux fonctions politiques est plus large, mais il n'est pas égal pour tous les types de postes et implique des compromis personnels coûteux pour les femmes. La « culture politique » semble peu propice à leur réussite en politique. Enfin, au Maroc, les avancées considérables dans les textes ne permettent pas encore

de conclure à un net progrès : la société et ses traditions n'offrent pas suffisamment aux femmes la possibilité de s'épanouir dans la vie professionnelle et souvent, elles sont seules responsables de l'éducation des enfants, ce qui est un frein réel à leur intégration dans le monde politique.

Les mœurs jouent un rôle décisif dans ce processus. La situation des femmes ne pourra s'améliorer que grâce à une évolution de la société et des mentalités, évolution qui est souvent lente – comme en témoigne l'accès historiquement laborieux au droit de vote par exemple. Pour changer les esprits, la politique doit agir en tant que moteur : la nomination de femmes à des postes importants pourra servir d'exemple à la société et sera cruciale afin de normaliser l'égalité au niveau politique. Le milieu politique doit être précurseur et ouvrir la voie à une évolution dans tous les domaines et notamment dans le monde économique notamment. Quelques exemples de « précurseurs » ne suffiront pas. Il ne faudrait pas perdre de vue les freins concrets à l'intégration des femmes, en particulier la prise en charge des enfants pour laquelle davantage d'efforts sont nécessaires pour permettre une réelle parité. Mais rappelons que dans les trois pays, en l'espace d'une ou deux générations, les femmes ont connu une évolution considérable de leur situation : si rien n'est jamais acquis, la rapidité de ces progrès incite à rester optimiste.

### Der Deutsch-Französische Zukunftsdialog

**Eine Beziehung, die gepflegt werden muss:** Zwischen der Versöhnungsgeneration der Nachkriegszeit und der jungen nachfolgenden Generation muss eine Brücke geschlagen werden, um die weltweit einzigartige Beziehung zwischen Deutschland und Frankreich zu wahren und neu zu beleben.

**Ein Programm für Berufseinsteiger und Doktoranden:** Daher wurde im Jahre 2007 der Deutsch-Französische Zukunftsdialog begründet, ein Projekt der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), des *Institut français des relations internationales* (Ifri) und der Robert Bosch Stiftung.

**Ein vielfältiges Angebot:** Drei Seminare, ein aktives deutsch-französisches Netzwerk, der Austausch mit Experten zu aktuellen Fragestellungen, die Veröffentlichung eigener *Policy Briefs*, parallel zu den Analysen der DGAP (*DGAP-Analysen Frankreich*) und des Ifri (*Notes du Cerfa*) – dies sind die Gründe, die Doktoranden und Berufseinsteiger unterschiedlicher Fachgebiete für das Projekt begeistern.

Der Zukunftsdialog hat sich 2012 erstmalig für ein „Gastland“ geöffnet. Beim dritten Seminar in Marokko 2012 haben sich Deutsche und Franzosen mit marokkanischen Teilnehmern ausgetauscht.